Missions de paix de l'ONU : une ONG exige un contrôle strict des contingents burundais

@rib News, 24/02/2016 â€“ Source AFP Une ONG burundaise a demandÃ© Ã l'ONU de tout mettre en oeuvre pour Ã©carter de ses missions de maintien de la paix les soldats et policiers burundais accusÃ©s d'Ãªtre impliquÃ©s dans de "graves violations des droits de l'homme" dans leur pays en crise. Selon Pacifique Nininahazwe, prÃ©sident de l'ONG Focode et une des principales figures de la contestation contre le troisiÃ¨me mandat du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, le gouvernement burundais rÃ©compenserait les militaires et policiers les plus actifs dans la rÃ©pression des opposants en les affectant "dans des missions de maintien de la paix dont les salaires sont au moins cinq fois plus Ã©levÃ©s que (leurs) soldes".

Le Focode, dans upubliÃ© mercredi, demande donc Ã l'ONU de soumettre les Burundais participant Ã ces missions Ã un contrÃ´le strict par le Haut commissariat de l'ONU au droits de l'Homme ou encore de rapatrier ceux qui, dÃ©jÃ dÃ©ployÃ©s, sont soupÃ§onnÃ©s d'Ãªtre liÃ©s Ã ces violations. L'ONG a "saluÃ©" le rÃ©cent rapatriement de quatre officiers burundais dÃ©ployÃ©s en Centrafrique et qui ont Ã©tÃ© "citÃ©s dans de telles violations au Burundi". Depuis le dÃ©but de la contestati "un nombre important de policiers et militaires ont Ã©tÃ© impliquÃ©s dans des violations graves des droits de l'Homme", affirme l'ONG, Ã©numÃ©rant "des tirs Ã balles rÃ©elles sur des manifestants, des disparitions forcÃ©es, des tortures, des exÃ©cutions extrajudiciaires, des attaques de radios et d'un hÃ´pital, des viols". La candidature fin avril 2015 de M. Nkurunziza - rÃ©Ã©lu en juillet - Ã un troisiÃ¨me mandat, que ses adversaires jugent contraire Ã la Constitution et Ã l'accord d'Arusha ayant permis la fin de la guerre civile (1993-2006), a plongÃ© le Burundi dans une grave crise Ã©maillÃ©e de violences. Ces violences, dÃ©sormais armÃ©es, ont dÃ©jÃ fait plus de 400 morts et poussÃ© plus de 240.000 personnes Ã quitter le pays. Des ONG des droits de l'Homme ont dÃ©noncÃ© l'existence de fosses communes et exigÃ© une enquÃªte internationale, rejetÃ©e par Bujumbura. Le Burundi, pays classÃ© parmi les plus pauvres du monde, est aujourd'hui l'un des premiers contributeurs de troupes des missions de maintien de la paix de l'ONU et de l'Union africaine (UA) en Afrique, avec plus de 7.000 soldats et policiers dÃ©ployÃ©s en Somalie, en RÃ©publique centrafricaine ou au Soudan. Selon plusieurs ONG, l'argent issu de ces missions servirait Ã©galement Ã financer la rÃ©pression dans ce pays dont l'Ã©conomie est en crise.